



## **Etude de faisabilité pour l'utilisation du créole et d'autres langues nationales comme médium d'enseignement/apprentissage en Guinée-Bissau (Rapport 2 : feuille de route)**

### **1. Introduction**

La mission effectuée à Bissau du 8 au 13 octobre 2022 par une équipe de l'UNESCO-BIE a débouché sur des résultats permettant de tirer différents enseignements, dont les plus marquants sont :

- la confirmation de la volonté politique au niveau des parties prenantes nationales de l'éducation en ce qui concerne l'utilisation du créole et d'autres langues nationales comme médium d'enseignement/apprentissage ;
- la disponibilité de l'UNICEF, chef de file des PTF pour l'éducation, à mobiliser les autres PTF, tels que l'AFD et la Banque Mondiale ;
- celle de la Mission Portugaise à accompagner une réforme allant dans le sens de l'introduction de l'utilisation du créole et d'autres langues nationales dans le système éducatif, si elle est basée sur des preuves évidentes ;
- la nécessité de concevoir un programme d'éducation bilingue, de l'inscrire dans le programme de développement sectoriel de l'éducation, et de mobiliser les ressources financières aussi bien dans le cadre du budget national qu'au niveau du soutien financier des PTF ;
- la nécessité de tenir compte des spécificités linguistiques de chaque région, en conformité avec la carte linguistique du pays ;
- celle d'identifier au niveau des ministères et institutions concernés (MENFP, institutions nationales de recherche et de formation, ONGs intervenant dans le domaine de l'alphabétisation, institutions confessionnelles, etc...) les compétences techniques et opérationnelles disponibles, celles qui manquent, et si nécessaire, de renforcer les capacités des cadres au sein de ces institutions, notamment en matière de réforme curriculaire ; ce renforcement des compétences se fera dans le cadre de la stratégie à moyen terme 2022 – 2025 de l'UNESCO-BIE, selon le calendrier de formation soumis par le BIE et validé par la Direction de l'INDE ;
- l'intérêt d'organiser un échange/partage d'expériences entre les acteurs-clés autour des initiatives diverses étudiées dans le cadre de l'analyse documentaire ;
- et celui de présenter les résultats de l'étude aux parlementaires et aux représentants du gouvernement et d'organiser un atelier de validation de la feuille de route, en mettant en exergue l'efficacité économique et le retour sur investissement d'un programme d'éducation utilisant le créole et d'autres langues nationales bissau-guinéennes comme médium d'enseignement/apprentissage.



## 2. Objectifs de la feuille de route

Sur la base des résultats et des leçons tirées de l'analyse documentaire et de la mission du BIE à Bissau, la feuille de route a pour objectifs d'indiquer les principaux axes d'intervention et de décrire les actions phares à mener pour faire de l'utilisation du créole et d'autres langues nationales comme langues d'enseignement/apprentissage une réussite pour l'amélioration de la qualité de l'éducation en Guinée-Bissau.

La feuille de route fera l'objet de concertations entre les parties prenantes de l'éducation et permettra de définir ensemble les objectifs à court, moyen et long terme d'un programme d'éducation bilingue, de préciser les étapes à suivre et les livrables importants, d'indiquer les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, la méthodologie à suivre, le calendrier à respecter, et de mentionner les facteurs de risques potentiels.

## 3. Résultats attendus

- Des axes d'intervention clairement définis
- Des actions précises, claires et détaillées
- Une liste des parties prenantes et leurs rôles et responsabilités bien définis
- Une proposition de la méthodologie à suivre
- Les ressources humaines, matérielles et financières identifiées
- Un calendrier de réalisation indicatif
- Des facteurs de risques potentiels pris en compte

## 4. Axes d'intervention

Les axes d'intervention préconisées pour cette feuille de route ne sont pas présentés par ordre chronologique, pour la simple raison que le calendrier de réalisation dépend de certains facteurs qui ne seront pas déterminés avant la fin du processus de finalisation de la feuille de route. Ces axes sont les suivants :

- Le processus de finalisation de la feuille de route
- La désignation de la structure d'ancrage du programme d'éducation bilingue  
La mise en place d'une équipe de pilotage et l'identification d'un réseau de personnes ressources compétentes
- Une concertation avec les acteurs pour le choix des langues, des zones d'intervention du programme, des thèmes éducatifs importants, l'intégration de la culture et de la production dans le programme d'éducation
- La révision de la politique linguistique et de la loi d'orientation en vue du soutien à l'éducation bilingue



- Une opération de plaidoyer, missions de sensibilisation et de négociations sociales
- La phase de préparation du programme
- La présentation au parlement et validation de la feuille de route

#### **4.1 Le processus de finalisation de la feuille de route (Première partie)**

Afin de faciliter l'appropriation du document final par les partenaires de la Guinée-Bissau, la finalisation de la feuille de route sera le résultat de diverses concertations au sein de l'équipe de l'UNESCO-BIE à Genève d'une part, et au niveau des partenaires du MENFP de la Guinée-Bissau d'autre part, selon le schéma ci-après.



Objectif	Résultats attendus	Activités	Rôles/ responsabilités	Méthodologie	Calendrier	Moyens	Risques potentiels
Finalisation du document final	La feuille de route est imprimée et disponible	Relecture du draft 0 par une équipe restreinte pour observations	. Directeur . Omar Thiam . Mamadou Ly . Ms Trannois . Ms Kosala	Lecture du document Observations, suggestions au consultant	11 – 13 janvier		Délai trop court pour certains
		Intégration des observations par le consultant (finalisation d'un un draft1)	Consultant	Correction, intégration des observations	15-16 janvier		Toutes les observations du BIE ne parviennent pas à temps
		Approbation du draft 1 et envoi au MENFP pour observations	. Directeur . Omar Thiam	Mail officiel au cabinet ministériel	Semaine du 23 au 28 janvier		Contraintes imprévues
		Feedback du MENFP (observations, suggestions, communication fournit d'informations-clés	Activité coordonnée au niveau du cabinet ministériel Suivi du BIE	Concertations internes au niveau du ministère	Deux premières semaines de février		Contraintes imprévues
	Le draft 2 de la première partie de la feuille de route est finalisé	Intégration des inputs du MENFP dans le document	Byll-Cataria Mamadou Ly Omar Thiam Ms Kosala		Deux dernières semaines de février		Contraintes imprévues

#### 4.2 La désignation de la structure d'ancrage du programme d'éducation bilingue

L'Institut National pour le Développement de l'Education (INDE) est au cœur de toutes les réformes en cours dans le système éducatif bissau-guinéen. Il a la responsabilité de conduire des réformes qui contribuent à l'amélioration du système éducatif. C'est l'INDE qui fait des études pour



définir la politique éducative et la politique linguistique. C'est aussi cet institut qui élabore les curricula, les programmes, les matériels didactiques, et fait des recherches pour trouver des innovations qui améliorent la qualité des enseignements/apprentissages.

A ce titre, il est bien indiqué pour être la structure d'ancrage du programme d'éducation bilingue. Cela a été confirmé lors de la mission à Bissau.

#### 4.3 La mise en place d'une équipe de pilotage et l'identification d'un réseau de personnes ressources compétentes

En tirant les leçons des expériences développées dans d'autres pays et des compétences requises pour la conception et la mise en œuvre d'un programme d'éducation bilingue, il s'agit de constituer, sur la base des profils recherchés, une équipe pluridisciplinaire constituée d'experts issus des différents services et institutions, qui sera chargée de l'élaboration de la politique linguistique.

Objectifs	Résultats attendus	Activités	Rôles/ Responsabilités	Méthode	Calendrier	Moyens	Risques potentiels
Une équipe pluridisciplinaire de pilotage est constituée	La liste des membres est publiée et répond aux critères de pluridisciplinarité	Elaborer des critères de pluridisciplinarité et des profils requis	Experts BIE/INDE Consultants	Par correspondance	Janvier	Mail, Zoom, WhatsApp, téléphone	Pléthore de membres
	Elle est représentative des différents services et institutions concerné par le programme	Identifier au sein des différents services et institutions concernés des personnes ressources et établir une première liste	INDE/BIE	Concertations internes niveau BIE, MENFP (différentes directions, institutions académiques, etc...			Les profils recherchés ne sont pas tous disponibles (manque de temps, de qualification/expérience dans les domaines concernés)
	Elle répond aux critères de pluridisciplinarité et aux profils requis	Sélectionner des personnes selon les critères établis et les profils requis	MENFP/BIE				



		Soumettre la liste définitive soumise à l'approbation officielle (décret ?)	INDE/Cabinet ministériel	Nomination par décret ?	Janvier		
	Une liste de personnes ressources au niveau international est constituée	Identifier des personnes ressources externes (dans les pays ayant mis en œuvre avec succès des programmes d'éducation bilingue)	BIE				Manque de ressources financières pour engager des consultants externes

#### 4.4 Concertation avec les acteurs pour le choix des langues nationales d'enseignement, des zones d'intervention du programme, des thèmes éducatifs importants, l'intégration de la culture et de la production dans le programme d'éducation

Lors de la mission à Bissau, les partenaires ont beaucoup insisté sur la nécessité de tenir compte des spécificités linguistiques de chaque région. Les langues locales les plus utilisées en Guinée-Bissau sont le Créole, le Pulaar, le Balante, le Manjak et le Mandingue. Le gros défi est de savoir lesquelles choisir pour démarrer un programme d'éducation bilingue. D'où l'importance de cette concertation pour impliquer les acteurs, non seulement dans le choix des langues, mais aussi dans celui des thèmes éducatifs qui revêtent de l'importance pour eux, tenir compte de leur culture et de leurs activités économiques.

Objectifs	Résultats attendus	Activités	Rôles/ responsabilités	Méthodologie	Calendrier	Moyens	Risques potentiels
Choix des langues utilisées et des zones d'intervention	Les critères de choix des langues et des zones d'intervention	Elaborer les critères de choix des langues et des zones d'intervention	MENFP équipe de pilotage, avec accompagnement des experts du BIE,	Séances d'information, de discussion, de négociation et de	Janvier		Déception pour les communautés dont la langue



selon des critères précis	sont définis et communiqués/ expliqués aux parties prenantes	Les communiquer, expliquer aux parties prenantes, apporter les clarifications nécessaires	représentants des parties prenantes	recherche de consensus			n'est pas retenue
	Les langues utilisées et les zones d'intervention sont identifiées et retenues d'un commun accord	Identifier avec les parties prenantes les éléments de convergence et d'accord sur les langues et les zones d'interventions retenues	Même groupe				
Identification de thèmes d'intérêt commun	Une liste des thèmes éducatifs devant servir pour l'élaboration du programme est établie	Echanger avec les parties prenantes sur leurs besoins en éducation/formation, et élaborer avec eux une liste de thèmes répondant à leurs besoins		Echanges et discussion sur les activités économiques, sociales et culturelles des participants, analyse des programmes d'éducation en cours et des besoins additionnels, recherche de consensus sur les thèmes			Les participants/ participantes à ces discussions ne sont pas représentatifs de toutes les composantes de la société bissau-guinéenne (femmes, hommes, jeunes, enfants, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, etc...) Difficultés de certains participants/



							participantes à exprimer leurs besoins
--	--	--	--	--	--	--	--

#### 4.5 Révision de la politique linguistique et de la loi d'orientation en vue du soutien à l'éducation bilingue

Dans les stratégies d'amélioration de la qualité préconisées par le Programme Sectoriel Education 2017 – 2025, figurent déjà la mise à jour de la carte linguistique nationale et l'élaboration d'un document de politique linguistique. Dans le système non formel il est prévu de développer les instruments juridiques et réglementaires de mise en œuvre de la politique linguistique et l'introduction progressive des langues nationales dans la vie officielle et publique, dans la presse et dans l'édition. En outre, l'accent est mis sur la promotion du portugais, du créole et des langues nationales comme langues d'éducation, d'apprentissage du métier et de qualification professionnelle.

Ces mesures ne s'appliquent qu'au système non formel. Or, pour améliorer la qualité de l'éducation par l'utilisation du créole et d'autres langues nationales comme médium d'enseignement/apprentissage, il faudrait que cela s'applique à l'ensemble du système éducatif et pas seulement au non formel. D'où la nécessité d'une révision de la politique linguistique et la promulgation d'une loi d'orientation en vue du soutien à l'éducation bilingue.

Objectifs	Résultats attendus	Activités	Rôles/ responsabilités	Méthodologie	Calendrier	Moyens	Risques potentiels
Une nouvelle politique linguistique intégrant l'utilisation des langues nationales est proposée et promulguée	Le créole et les autres langues nationales ont un statut légal	Analyser la politique et les lois existantes. Faire l'inventaire des dispositifs manquants par rapport à l'utilisation du créole et des autres langues nationales	INDE/MENFP		Février - mars		Lenteur administrative





Les nouvelles orientations de la politique linguistique sont définies	Le créole et les autres langues nationales sont valorisés	Elaborer des textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, arrêtés) de mise en application de l'enseignement bilingue	MENFP, Gouvernement, Parlement, UNESCO, UNICEF				
	Leur maîtrise et utilisation est favorisée	Faire un inventaire exhaustif des langues, achever leur description et actualiser les atlas linguistiques					Problème de disponibilité des experts à cette période de l'année
	Les décrets et textes d'application de la nouvelle loi d'orientation sont publiés	Concevoir et diffuser l'orthographe pratique de toutes les langues du pays.					
		Instrumentaliser les langues (création lexicale et terminologique), bi-grammaires, dictionnaires					



#### 4.6 Opération de plaidoyer, missions de sensibilisation et de négociations sociales

Lors de la mission effectuée à Bissau en octobre 2023, la délégation du BIE a rencontré la Ministre de l'Education Nationale et les membres de son cabinet, le Ministre de la fonction publique (ancien Ministre de l'Education Nationale), les directeurs généraux du Ministère de l'Education Nationale et leurs équipes, le Secrétaire Général de la Commission UNESCO, les partenaires sociaux (représentants des enseignants, représentants des parents d'élèves), la Mission Portugaise et la Représentante de l'UNICEF, chef de file des PTF, et son équipe. Toutes ces rencontres ont montré le grand intérêt que l'utilisation du créole et des autres langues nationales comme médium d'enseignement/apprentissage suscite. Cependant, ces rencontres ont été brèves et n'ont pas permis d'entrer dans le détail et d'analyser les implications d'un tel programme et surtout les rôles et responsabilités que les différentes parties prenantes devront s'engager à jouer.

C'est pour cette raison qu'il est important et très utile que cette opération de plaidoyer, ces missions de sensibilisation et de négociations soient organisées. Elles permettront en effet à toutes les parties prenantes d'aborder la problématique de l'éducation bilingue sous tous les angles, de faire part de leurs appréciations, de leurs interrogations et doutes, et d'obtenir des réponses utiles qui les encourageront à soutenir la réforme introduisant l'éducation bilingue et à assumer entièrement les responsabilités qui leur incomberont.

Objectifs	Résultats attendus	Activités	Rôles/ Responsabilités	Méthode	Calendrier	Moyens	Risques potentiels
Les parties prenantes adhèrent aux orientations de l'éducation bilingue	Les parties prenantes sont fortement mobilisées et participent activement	Etablir un échantillon représentatif des parties prenantes de l'éducation.	Equipe chargée du pilotage Personnes ressources	Discussions de groupes Présentations/ Questions/ Réponses/ Synthèse	Février - Mars	Moyens de déplacement, de location de salles Prise en charge de personnes ressources	Surcharge de travail Manque de disponibilité
Elles font part de leurs appréciations (interrogations, doutes, scepticisme), attentes, et de	Leurs interpellations critiques sont prises en considération dans les discussions	Identifier les thèmes d'intérêts et développer des arguments de sensibilisation/ mobilisation		Emissions radio/ Télé Rencontres organisées au niveau des communautés, dans les écoles			



leurs propositions concrètes							
Elles prennent des engagements par rapport à la mise en œuvre du programme	Les parties prenantes sont engagées à travers des accords de principe	Organiser des réunions de groupes. Evaluer les résultats des différentes réunions et identifier les thèmes qui doivent être exploités dans le cadre du programme.		Si possible, aller à la rencontre des gens dans leur environnement.			
	Les contributions des parties prenantes sont prises en compte dans les documents du programme	Rédiger un rapport sur ces réunions, le contenu des discussions, les résultats et les conclusions, notamment les accords de principe obtenus					



#### 4.7 Phase de préparation du programme

Cette phase de préparation est le moment crucial de la feuille de route. C'est elle qui conditionne en effet la réforme éducative que représente l'utilisation du créole et des autres langues nationales comme médium d'enseignement/apprentissage en Guinée-Bissau. Elle pourrait se dérouler en plusieurs étapes décrites ci-après.

- Tout d'abord, reprendre les conclusions des évaluations récentes de la qualité de l'éducation en Guinée-Bissau, notamment les faiblesses identifiées et les mesures correctives préconisées pour y remédier.
- Faire le point des progrès observés dans la mise en œuvre des stratégies d'amélioration proposées, mais aussi des lacunes persistantes.
- Analyser les initiatives d'écoles bilingues présentées dans l'analyse documentaire (Burkina Faso, Sénégal, Tchad), identifier les avantages comparatifs de chacune d'entre elles, en tirer les leçons et décider des orientations stratégiques qui seront données au programme d'éducation bilingue en Guinée-Bissau.
- Concevoir et définir les grandes lignes de ce programme, dans une perspective de court, moyen et long terme.

Pour ce faire, il serait judicieux de prévoir une phase pilote sous forme de recherche-action de 2-3 ans, dans le cadre du Programme Sectoriel de l'Éducation de la Guinée Bissau (2017 – 2025), la mettre en œuvre, en évaluer les résultats, apporter les ajustements et les corrections qui s'imposent, et sur cette base préparer et lancer un programme quinquennal d'éducation bilingue inscrit dans le programme de développement du gouvernement et dans les budgets annuels.

Une question importante à se poser est la suivante : quelles sont les langues qui seront choisies pour la phase pilote ? Etant donné les exigences requises pour la conception et la mise en œuvre d'un programme d'éducation bilingue (au niveau des recherches à entreprendre, de l'élaboration du matériel didactique et d'apprentissage, de la formation du personnel d'enseignement et d'encadrement, du suivi, etc...), il serait plus indiqué de commencer avec le créole, compris et parlé par un pourcentage élevé de la population. Pendant cette phase pilote, on pourrait donner une formation de courte durée aux enseignants qui maîtrisent les autres langues nationales, afin qu'ils puissent utiliser ces langues en classe pour faciliter aux apprenants la compréhension de certaines matières actuellement enseignées uniquement en portugais. Ceci aurait l'avantage de contribuer à l'amélioration des capacités de ces enseignants, et aussi de favoriser un meilleur apprentissage des élèves. L'utilisation d'autres langues nationales pourrait démarrer ainsi avec le programme quinquennal.

Dans le tableau qui suit ne figurent que les grandes lignes de la phase de préparation du programme. Des éléments plus détaillés viendront compléter ce tableau avec le feedback des partenaires bissau-guinéens.



Objectifs	Résultats attendus	Activités	Rôles/ Responsabilités	Méthodologie	Calendrier	Moyens	Risques potentiels
Les leçons des évaluations précédentes du système éducatif bissau-guinéen et des initiatives d'écoles bilingues du Burkina Faso, du Sénégal et du Tchad sont analysées.	Les conclusions de ces analyses sont à la base des réflexions et décisions sur les orientations du programme d'éducation bilingue en Guinée-bissau	Analyser les documents d'évaluation de la qualité de l'éducation en Guinée-bissau et ceux des expériences d'écoles bilingue du Burkina Faso, du Sénégal, du Tchad, (efficacité interne, coût, retour sur investissement)	INDE, équipe de pilotage, BIE	Grille d'analyse Cadre de discussion	Mars - Avril	A définir par INDE	Disponibilité des experts nationaux
Les orientations d'un programme d'éducation bilingue en GB sont définies.	Ces orientations servent de base pour l'élaboration d'un programme d'éducation bilingue de Guinée-Bissau	Définir les orientations stratégiques du programme d'éducation bilingue		Travail de groupe			
Un programme pilote de 2-3 ans est préparé, mis en œuvre, suivi et évalué	Le document pour une phase pilote de 2-3 est présenté aux parties prenantes, dans	Elaborer un document (avec un cadre logique détaillé, en lien avec le programme		Utilisation du cadre logique			



	<p>le cadre du programme sectoriel actuel, et est approuvé. Des moyens sont mobilisés pour sa mise œuvre.</p>	<p>sectoriel en cours. Présenter le document aux parties prenantes Mettre en œuvre le programme pilote, organiser le suivi et l'évaluation, tirer les leçons devant servir pour les orientations stratégiques d'un programme quinquennal.</p>					
<p>Un programme quinquennal est préparé et soumis au gouvernement et aux PTF</p>	<p>le document de programme quinquennal est présenté aux parties prenantes et est adopté. Les partenaires s'engagent à le soutenir Le gouvernement et les PTF prévoient une allocation financière annuelle à ce programme dans le cadre du</p>	<p>Travail d'élaboration du document, présentation.</p>					



	Programme Sectoriel de l'Education .						
--	--------------------------------------	--	--	--	--	--	--

#### 4.8 Présentation au parlement et validation de la feuille de route

La présentation de la feuille de route au parlement répond à une proposition des partenaires de la Guinée Bissau. Cela revêt une importance capitale, dans la mesure où le soutien du parlement à un programme d'éducation bilingue est une garantie pour une réforme du système éducatif. En réalité cette présentation est une opportunité majeure de plaider devant une instance décisionnelle du pays. L'aval du parlement aux propositions qui seront faites sera primordial et facilitera l'inscription du programme dans un programme sectoriel, et dans la durée, et aussi dans un cadre budgétaire alimenté aussi bien par des ressources financières nationales complétées par la contribution des PTF.

Les éléments qui seront déterminants pour cette présentation et pour la validation de la feuille de route sont :

- la présentation des défis auxquels reste confronté le système éducatif en matière de qualité, malgré les stratégies d'amélioration mises en œuvre ;
- les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus par les pays africains qui ont opté pour l'utilisation des langues maternelles comme médium d'enseignement/apprentissage ;
- le gouffre financier que constituent les abandons scolaires, les redoublements, les taux d'achèvement très bas qui s'expliquent par la faible qualité de l'éducation dans le pays ;
- l'analyse coût-efficacité, le bon retour sur investissement et l'échelle d'économie que représente par exemple la réduction de la durée de l'éducation primaire de 6 à 5 ans.

Le cadre logique de cette activité sera préparé avec les collègues du MENFP.



## 5. Conclusions /recommandations

Ce rapport n'est qu'une esquisse des grandes lignes de la feuille de route et est avant tout un document de travail pour faciliter les échanges avec les collègues du BIE et ceux du MENFP de Guinée-Bissau. Une fois qu'il aura fait l'objet d'échanges au sein du comité restreint du BIE, il sera complété, traduit en portugais et soumis à l'appréciation des collègues du MENFP. Dans leurs contributions, ces derniers auront pour tâches non seulement d'ajuster, de d'apporter des précisions ou des corrections, mais surtout de remplir certaines rubriques les cadres logiques avec certaines estimations qu'ils sont les seuls à avoir (sur les moyens par exemple, le choix des langues, des zones d'intervention, etc...).

En ce qui concerne les recommandations, certaines figurent déjà implicitement dans le texte. Des recommandations plus précises seront faites au fur et à mesure des échanges au niveau de Genève et avec le MENFP.

D'autre part, il sera très utile de voir avec les experts du BIE comment la formation sur les réformes curriculaires contribue à renforcer les compétences des cadres impliqués dans ce processus de feuille de route et de préparation d'un programme d'éducation bilingue en Guinée-Bissau.

Enfin, il serait judicieux d'associer la consultante sur le programme d'accompagnement de l'Angola, Edivanda Mugarabi, à ce travail d'appui à la Guinée-Bissau.